PIERRE CHOUDIEU

A ſes concitoyens & à ſes collègues.

Avez-vous lu Philippeaux ?
Journ. du Vieux Cordelier, n°. 3, p. 44.

J'ai long-temps dédaigné de répondre aux ſix volumes de ſottiſes que Philippeaux a fait imprimer contre ce qu'il appeloit alors la cour de Saumur. Tant que je n'ai remarqué dans ſes écrits que le deſir de ſe rendre important, en dénigrant ſes collègues, j'ai penſé que des repréſentans du peuple ne devoient pas réjouir les ennemis de la République, par de ſemblables débats, & ſes diatribes ſont reſtées ſans réponſe.

Je ſavois d'ailleurs qu'il me ſeroit toujours facile de détruire cet amas de fanfaronnades & de menſonges, & que le langage de ces hommes nouveaux en révolution, qui ont beſoin de parler d'eux pour être connus, ſeroit bientôt apprécié à ſa juſte valeur, par ceux qui réfléchiſſent avant de juger.

Mais Philippeaux s'eſt enhardi par mon ſilence, & déjà deux fois il a fait imprimer que ſes aſſertions ont été trouvées *ſi exactes*, *ſi fidelles*, qu'aucun adverſaire n'a oſé les combattre.

Il a fallu à la vérité quelque courage pour ſurmonter les dégoûts d'un pareil travail, & pour ſe déterminer à répondre à ſix libelles dans leſquels il a

entaſſé des faits, tous plus extraordinaires, plus extravagans & plus faux les uns que les autres. Philippeaux n'a vu par-tout que des trahiſons (1) & des hommes qui mouroient inutilement à leur poſte. Ces idées ſeroient déchirantes, ſi elles étoient vraies; car la mort d'un républicain eſt deſeſpérante quand elle n'eſt pas utile à ſon pays : mais Philippeaux a vu de loin les événemens de la guerre & les cent mille patriotes qu'il prétend que Roſſignol a fait égorger dans la Vendée, depuis ſon commandement. Ces dix départemens dévaſtés, ſur la rive droite de la Loire; ces horreurs de la guerre civile, qu'il a préſentées avec des couleurs ſi effrayantes, ne ſont heureuſement que des images brillantes, qui pourroient

---

(1) Cependant Philippeaux qui accuſe avec tant d'acharnement tous les patriotes de l'armée, étoit bien loin d'accuſer le ci-devant duc de Biron, lorſque ſes crimes n'étoient plus un problême. Il écrivoit de Tours, le 17 juillet, au comité de ſalut public, pour ſe plaindre de la deſtitution de ce général. Le texte de cette lettre eſt curieux :

« Biron a fait ſes preuves de bravoure & de patriotiſme; il a la » confiance de l'armée : il l'eût juſtifiée par des victoires. Si on » éloigne de la direction de nos forces un homme de ſa trempe, » les choſes iront de mal en pis. Je crois que le mieux ſeroit de » rétablir ce général : ſa franchiſe & ſes démonſtrations de loyauté, » m'inſpirent la plus haute confiance ».

Signé, PHILIPPEAUX.

Le tribunal révolutionnaire n'a pas eu la même confiance dans le patriotiſme de Biron. Nous ne partagions pas auſſi l'opinion de Philippeaux; car à l'époque où il écrivoit ainſi, j'étois arrivé à Paris depuis trois jours, pour y dénoncer Biron comme un traître.

Qu'on s'étonne après cela ſi nous avons jugé les événemens de la guerre de la Vendée d'une manière ſi différente ?

convenir au roman, & que l'hiſtoire déſavoue, parce qu'elles ne ſont pas conformes à la vérité.

Cependant, au ton d'aſſurance de Philippeaux, on croiroit qu'il a tout vu, qu'il a tout fait, qu'il a déjoué toutes les trahiſons, & que la République n'a été ſoutenue que par ſon courage. « *Tout a changé* » *de face depuis mon arrivée dans ces lieux,* » écrivoit-il modeſtement à la Convention nationale, lors de ſon paſſage à Angers.

L'hiſtoire nous retracera peut-être quelque jour les exploits de Philippeaux, les dangers qu'il a courus, les combats qu'il a livrés & les ſervices (1) importans qu'il a rendus à la patrie. Quant à préſent, on ne connoît encore que ſa grande expédition de la priſe des Ponts-de-Cé, (2) où des canonniers l'invitoient *ſur la brèche à ne pas tant expoſer le repréſentant du peuple, dont le panache fut careſſé par des boulets.* (3)

Pour moi qui n'ai point comme lui affronté tous les dangers, j'aurai peu de choſe à dire de moi. Je préſenterai en peu de mots, les combats auxquels je me ſuis trouvé, & dont Philippeaux étoit éloigné

(1) Philippeaux eſt payé d'avance; il a déja accepté des *couronnes civiques* de la main des belles de la ville de Châteauroux, & peu s'en eſt falla que les Grâces ne l'aient tranſporté tout vivant au Panthéon. (*Vid.* pag. 19. de la premiere partie de ſon compte rendu.)

(2) On a dû voir, dans notre rapport, quelle eſt la part que Philippeaux a eu dans cette journée. Il dînoit ce jour-là à Angers chez le général Duhoux.

(3) C'eſt ainſi que Philippeaux rend compte de cette affaire, p. 32 de la premiere partie de ſon compte rendu.

de plus de 40 lieues (1) ; je ne parlerai des évènemens dont je n'ai pas été le témoin, que d'après les relations fidelles des officiers de l'armée, & dont les copies ſont dans mes mains.

Je réfuterai ſans aigreur les aſſertions de Philippeaux ; j'oppoſerai des faits & des dates préciſes à des déclamations vagues, à des accuſations dénuées de preuves. Je préſenterai la vérité toute nue, & ne la déguiſerai point, comme lui, ſous le maſque des furies.

On ne m'entendra point me plaindre de quelques diatribes qui me ſont perſonnelles : il ne s'agit point ici d'un combat ſingulier, c'eſt une intrigue que j'ai voulu déjouer & dont Philippeaux s'eſt cru le chef, lorſqu'il n'en étoit que l'inſtrument (2).

Je n'ai pas dû m'offenſer des ſarcaſmes d'un homme

(1) Philippeaux a toujours eu le deſir de faire voir *de près ſa mouſtache aux brigands ; il eût même été téméraire s'il les eût rencontrés ;* il nous le dit, du moins, (pag. 33 de la première partie de ſon compte rendu) mais il eſt conſtant qu'il n'a jamais été préſent à aucune affaire, & qu'il n'a jamais marché avec aucune colonne. Il étoit reſté à Nantes pour y faire imprimer *ſon catéchiſme moral & religieux*, qui devoit convertir l'armée catholique toute entière. Cet ouvrage intéreſſant, & qui n'eſt comparable qu'aux écrits de l'abbé Audrein ſur cette matière, eût produit un grand effet & jouiroit maintenant d'une grande célébrité, ſi, comme nos collègues ont arrêté le point de l'ordonner, il eût été brûlé ſur la place publique de Nantes.

(2) Si Philippeaux a lu ſes deux dernières lettres des 16 frimaire & 6 nivôſe, il a bien dû s'étonner d'y trouver un ſtyle ſi différent de celui de ſes quatre premiers volumes, & ſur-tout de n'y entendre plus parler du général Fabrefonds qu'il avoit promis de conduire à l'échafaud. (*Vid.* pag. 39 de la première partie de ſon compte rendu.)

dont les écrits appeloient la guerre civile, lors du jugement du tyran, en soutenant le système de l'appel au peuple (1) ; qui naguère présentoit Marat comme le champion de l'aristocratie & du despotisme ; *Gorsas* & *Carra* comme les seules sentinelles incorruptibles ; & qui vantoit *Petion* & le *vertueux Roland*, pour leur constante fidélité à la cause du peuple (2).

Philippeaux est jugé dans l'opinion publique ; mais sa dénonciation ne l'est pas encore ; j'ai contracté l'engagement de prouver qu'elle ne contenoit pas un mot de vérité ; je fais imprimer ses vingt-six chefs d'accusation à côté de mes réponses, afin qu'on soit à même de juger si j'ai tenu parole.

---

(1) Philippeaux a voté contre l'appel au peuple, mais il a fait imprimer son opinion en faveur de ce système, dans le n°. 44 de son journal, intitulé le défenseur de la vérité.

(2) *Vide* le n°. 43 du même journal.

Copie de l'acte d'accusation de Philippeaux.

Citoyens,

Je viens remplir, au sein de la Convention nationale, un devoir impérieux qu'exige de moi le salut de la patrie.

J'accuse formellement Ronsin & Rossignol avec les autres agens du ministre.

PREMIER CHEF D'ACCUSATION.

D'avoir désorganisé l'armée de l'ouest par leurs exemples & leurs préceptes; de l'avoir encouragée à tous les actes de licence, au lieu de l'exercer à la discipline militaire.

Réponse.

Un des principaux chefs d'accusation contre Biron, & dont la preuve a été complète lors du procès de ce traître, a été de n'avoir jamais organisé son armée. Or, Rossignol n'a été nommé général en chef de l'armée des Côtes de la Rochelle, qu'après la destitution de Biron. Il a donc trouvé l'armée désorganisée. Il ne peut donc être accusé de sa désorganisation. On cherche ici à justifier Biron aux dépens du général sans-culotte.

DEUXIÈME CHEF.

D'avoir toujours fait battre cette armée par les brigands, & de leur avoir constamment livré notre artillerie, nos munitions & nos attirails de guerre.

Réponse.

La guerre se compose de revers & de succès ; & on ne fait point le procès aux évènemens heureux ou malheureux, à moins qu'ils ne soient le résultat de la trahison ; & à coup sûr on ne prouvera pas que Rossignol soit un traître.

Au surplus, cette armée de Saumur tant de fois calomniée, a plus souvent battu les brigands qu'elle n'a été battue ; & quand Philippeaux attribue à Rossignol les déroutes qu'elle a éprouvées, il ne fait pas attention qu'il confond toutes les époques. Rossignol n'a pris le commandement de l'armée qu'après la prise de Saumur & d'Angers, & la déroute de Vihiers : depuis cette époque, l'armée n'a essuyé que deux défaites, le 18 & le 19 septembre, & Rossignol étoit alors malade à Saumur. Il n'a donc pas fait battre constamment cette armée, puisque le 5 août elle étoit victorieuse à Doué ; qu'elle chassoit l'ennemi, le 5 septembre, des hauteurs d'Erigné ; qu'elle le battoit, le 14, dans deux endroits différens, à Thouars & à Doué; & qu'enfin, le 17 septembre, elle le chassoit de Gonnord & de Vihiers, où chaque colonne de la division de Santerre battit les brigands.

TROISIÈME CHEF.

D'avoir toujours empêché que les différentes colonnes attaquassent simultanément, pour envelopper l'ennemi & finir la guerre.

Réponse.

Il est prouvé par les différens plans que Rossignol & Ronsin ont présentés, & par leur correspondance

avec le comité de ſalut public & le miniſtre de la guerre, qu'ils ſe ſont conſtamment oppoſés aux attaques partielles; & la preuve en réſulte du plan même de Philippeaux qu'ils ont combattu, & qui a diſſéminé l'armée des Côtes de la Rochelle ſur plus de ſoixante lieues de circonférence, & placé nos diviſions à plus de dix lieues les unes des autres, de manière qu'elles ont toutes été battues ſéparément ſans pouvoir ſe ſecourir mutuellement.

QUATRIÈME CHEF.

De n'avoir pas voulu ſeconder la diviſion de Luçon, lorſqu'elle ſe mettoit en meſure d'attaquer les rebelles; d'avoir neutraliſé les colonnes de droite & de gauche qui devoient l'appuyer; & quand, malgré tous les obſtacles, cette diviſion eut vaincu pluſieurs fois les brigands, d'avoir deſtitué ſon général, la veille, au ſoir, d'une action déciſive, pour mettre à ſa place un Anglois qui fit éclater ſa trahiſon dès le lendemain, 14 août, en procurant à l'ennemi tous les moyens de battre l'armée, dont la défaite eût mis Rochefort & la Rochelle dans le plus grand danger.

Réponse.

Il faut d'abord remarquer que la marche de la diviſion de Luçon étoit un délit militaire, puiſque le général en chef n'en avoit pas donné l'ordre & qu'il n'en fut pas même prévenu. Elle étoit d'ailleurs contraire aux arrêtés du comité de ſalut public qui deſiroit qu'on ne riſquât pas d'action déciſive avant l'arrivée de la garniſon de Mayence, & qui dans toutes ſes lettres recommandoit conſtamment de ne jamais attaquer autrement qu'en maſſe.

Philippeaux fait ici le procès au comité de salut public, pour avoir adopté le seul plan qui pût sauver la République & qui l'a sauvée ; & en soutenant cette opération partielle, il n'est pas d'accord avec lui-même, puisqu'il accuse Rossignol d'avoir empêché les attaques simultanées ; mais il l'est encore moins avec la vérité.

Il est faux que les colonnes de droite & de gauche eussent reçu l'ordre d'appuyer la division de Luçon, puisqu'elle même n'avoit pas reçu l'ordre de marcher. Mais une chose qui va donner une idée de la bonne-foi de Philippeaux, c'est que bien loin de neutraliser les colonnes de droite & de gauche, il fut donné de tous les côtés des ordres pour soutenir ce mouvement, aussitôt qu'on en fut instruit par une lettre de nos collègues Bourdon de l'Oise & Goupilleau, qui nous parvint à Angers, où nous étions réunis à nos collègues de l'armée des Côtes de Brest, pour concerter les moyens de mettre plus d'ensemble dans les opérations des deux armées. J'invoque sur ce fait le témoignage de nos collègues, Meaulle, Ruelle, Thurreau & Cavaignac, qui étoient alors à Angers avec nous. Cette lettre nous parvint à minuit, & avant le jour nous étions tous partis pour nous rendre à nos différentes divisions. Le lendemain, les deux armées se mirent en route : celle de Canclaux, qui étoit à Ancenis, se porta sur Nantes & entra dans le pays ennemi ; celle de Saumur marcha sur Doué & s'avança au-delà de Vihiers. Il n'est donc pas vrai que les colonnes de droite & de gauche aient été neutralisées.

Enfin il n'est pas vrai que le général de la division de Luçon ait été remplacé par un Anglais. Lors de la première destitution du général Tuncq, les repré-

ſentans du peuple, Bourdon & Goupilleau, lui continuèrent le commandement & le nommèrent même général diviſionnaire. Il ne fut donc pas remplacé par un Anglais; & lorſqu'il déſerta ſon poſte ſans congé le 3 ſeptembre, il fut remplacé par le général Lecomte, dont le patriotiſme n'a jamais été révoqué en doute, & qui a payé de ſa vie ſon attachement à la République.

CINQUIÈME CHEF.

De s'être oppoſés à ce que le général de la colonne de Chinon, qui s'avançoit pour délivrer 5,000 de nos frères priſonniers à Chollet, exécutât ce mouvement ſalutaire au moment où les rebelles, ayant évacué Chollet pour fondre ſur la diviſion de Luçon, furent battus & mis dans une déroute complète; d'avoir enſuite deſtitué ce général & incarcéré ſon adjudant, qui venoit demander juſtice.

Réponſe.

Il eſt vrai que le commandant de la colonne de Chinon fit un mouvement, le 14 août, pour ſe porter à Thouars & de là ſur Chollet; mais ce projet étoit imprudent & mal combiné. Ce général n'avoit à ſes ordres que 1,400 hommes; & pour arriver à Chollet, il couroit les riſques d'être taillé en pièces dans un trajet de près de vingt lieues de pays. D'ailleurs, ſans parler de l'inconvénient qu'il y avoit à compromettre ainſi un foible détachement, il y avoit dans cette opération un défaut de ſubordination bien dangereux.

Roſſignol, qui n'avoit point donné cet ordre, &

qui ne devoit pas le donner à la diviſion de Chinon, puiſqu'il avoit à Doué une diviſion bien plus près de Chollet, écrivit, le 15, au général Ray, que ſon zèle étoit inconſidéré & qu'il avoit été mal inſtruit, puiſque le général Salomon s'étoit porté, le 14, en avant de Doué, juſqu'à deux lieues de Chollet, avec un corps de 2000 hommes, & qu'ayant rencontré une colonne ennemie, forte de plus de 6000 brigands, il avoit été forcé de ſe replier. Il eſt donc faux que les brigands euſſent évacué Chollet.

Quant à la deſtitution de ce général, elle n'a eu lieu que le 9 octobre, & elle eſt étrangère à Ronſin & à Roſſignol. Le premier avoit quitté l'armée, & depuis long-temps il n'étoit plus adjoint du miniſtre de la guerre. Le ſecond, alors général en chef de l'armée des Côtes de Breſt, avoit remis le commandement de l'armée au général Lechelle, qui étoit arrivé à Saumur le 6, & ce fut ce dernier qui donna les ordres pour le remplacement du général Ray.

SIXIÈME CHEF.

Lorſque le comité de ſalut public eut arrêté un plan de campagne, le 23 août, pour réduire les brigands par une attaque générale & mieux combinée que toutes les précédentes, d'avoir employé toutes les manœuvres pour faire rétracter ce plan de campagne, d'y avoir oppoſé la violence même dès leur retour à Saumur, en arrêtant l'armée de Mayence qui deſcendoit à Nantes.

Réponse.

Il eſt faux que Ronſin & Roſſignol aient arrêté à Saumur la marche de l'armée de Mayence. Il eſt

même faux que cette armée ait été arrêtée un seul instant ; & j'offre de prouver, par la correspondance même de Dubayet, que l'ordre de route qu'il a donné à Tours, le 27 août, & dont copie fut envoyée au comité de salut public, a été exécuté littéralement : à moins que Philippeaux n'appelle armée de Mayence, un dépôt d'environ 200 hommes de cavalerie & à-peu-près autant d'hommes d'infanterie qui n'avoient pu suivre l'armée, & qui arrivèrent à Saumur vers la fin du mois de septembre, & qui n'ayant pu par conséquent entrer en campagne avec l'armée de Mayence, qui étoit partie de Nantes le 10, furent employés dans les départemens de la Mayenne & de la Sarthe, pour y détruire une nouvelle Vendée qui s'y étoit formée. Les besoins & les momens étoient pressans. Les rebelles furent bientôt dispersés; mais si le succès n'eût pas couronné cette opération, Philippeaux l'eût sans doute présentée comme une trahison.

Quant à l'opposition que Ronsin & Rossignol ont témoignée pour le plan de campagne présenté par Philippeaux le 23 août au comité de salut public, & adopté à Saumur le 3 septembre, elle a été partagée par sept généraux sur dix, & par trois représentans du peuple, qui prévoyoient alors les malheurs qu'il a entraînés : mais après avoir combattu ce plan, ils ont été, comme nous, les premiers à le seconder, & ils ont su faire à la patrie le sacrifice de leur opinion particulière.

SEPTIÈME CHEF.

Quoique le ministre eût reçu ordre de pourvoir à tous nos besoins, d'avoir fait prendre à toutes les munitions de l'armée de Nantes, la route de Tours

& de Saumur, où elles furent arrêtées pour groſſir, quelques temps après, la maſſe des reſſources ennemies, de ſorte que cette armée, au moment d'entrer en campagne, ſe trouva ſans un ſeul habit, ſans une ſeule paire de ſouliers, ſans ſubſiſtances ni fonds pour en acquérir, & que le ſervice, tant des fourrages que de l'artillerie, manquèrent net le 9 ſeptembre, veille du jour où nous devions entrer en campagne.

Réponse.

D'abord il eſt faux que les munitions de l'armée de Nantes aient été arrêtées à Tours & à Saumur. Mais il eſt bien étonnant que Philippeaux, qui aſſura, le 3 ſeptembre, au conſeil de guerre, que l'armée trouveroit à Nantes des canons, des fuſils, des munitions & des vivres pour quarante jours (1), & qui par cette aſſertion entraîna quelques ſuffrages, ſe plaigne aujourd'hui d'avoir manqué de tout le 9 du même mois. Il eſt bien plus étonnant encore que l'armée ſoit ainſi entrée en campagne le 10, dépourvue de tout, & que le général Canclaux, qui écrivit de Nantes au miniſtre de la guerre, les 8, 10, 11 & 13, pour lui annoncer l'arrivée de l'armée & ſon entrée en campagne, ne s'en ſoit pas plaint une ſeule fois.

---

(1) Un riche négociant de Nantes, Julien Gaudin, officier municipal, qui accompagnoit Philippeaux, en répondit ſur ſa tête; Philippeaux nous avoit préſenté ce négociant comme un excellent patriote qu'il avoit diſtingué à Nantes; il dit même, dans la troiſième partie de ſon compte rendu, qu'une ſorte de *ſympathie les avoit liés l'un à l'autre*, & à cette époque il étoit conſtant que Julien Gaudin étoit ſignataire de l'acte de fédéraliſme; il a été depuis incarcéré pour ce fait. Philippeaux ſe connoiſſoit en patriotes.

Mais une chose qu'on aura peine à croire, c'est que Philippeaux, qui prétend que l'armée se trouva le 9 septembre *sans un seul habit*, fut témoin à Tours, le 30 août, d'une distribution de plus de 12,000 habits qui furent délivrés à l'armée de Mayence; & cette distribution fut le résultat d'une délibération à laquelle Philippeaux assista, & dont le but étoit de resserrer les liens de fraternité entre les volontaires & les bataillons de ligne, en faisant disparoître les habits blancs pour les remplacer par l'habit national. Il y fut aussi distribué environ 3,000 fusils. Il est difficile de concevoir comment un représentant du peuple a osé mentir, avec autant d'impudence, à sa propre conscience, à la tribune de la Convention nationale.

J'invoque sur ce fait le témoignage de nos collègues Merlin (de Thionville), Reubell & Richard, qui étoient alors à Tours.

HUITIÈME CHEF.

Que cependant, l'armée s'étant mise en marche le 10 septembre, & ayant vaincu les brigands sur tous les points, se trouva le 15 à la hauteur où sa jonction devoit s'opérer avec toutes les colonnes pour cerner les rebelles & investir Mortagne; qu'alors Rossignol, & Ronsin qui le dirigeoit comme *général-ministre*, envoyèrent ordre aux colonnes de Niort, de Luçon & de Fontenay, qui s'avançoient sur nous, de retourner dans leurs cantonnemens respectifs.

Réponse.

Comment Philippeaux a-t-il osé avancer que l'armée de Canclaux se trouva, le 15, à la hauteur

où la jonction devoit s'opérer avec toutes les colonnes pour investir Mortagne, conformément au plan de campagne. Il est prouvé que la colonne de droite n'est entrée à Montaigu que le 16, & y est restée en stagnation jusqu'au 21, sans avoir reçu l'ordre de marcher en avant. Il est prouvé que le corps de bataille n'avoit pas dépassé Cliffon le 19, & que son avant-garde n'étoit encore qu'à la hauteur de Torfou, où elle fut battue ce même jour.

Il est faux que les colonnes de Niort, de Luçon & de Fontenay aient eu ordre de retourner dans leurs cantonnemens; & si cet ordre eût existé, Philippeaux qui a fait imprimer six volumes pour prouver les trahisons de Ronsin & de Rossignol, n'eût pas manqué de faire imprimer une pièce aussi précieuse; & je l'en défie.

Je ne sais pas ce que Philippeaux entend par colonnes de Niort, de Luçon & de Fontenay. On ne connoissoit à cette époque que trois divisions: l'une commandée par Chalbos, qui s'étoit portée à la Châtaigneraye; une seconde commandée par Beffroy, qui s'étoit portée à Moleron, à Bazoges & Chantonnay; & la troisième, dite des Sables, commandée par Mieskouski, qui s'étoit avancée jusqu'à Saint-Fulgent. Toutes ces positions étoient celles indiquées par le plan de campagne. Or, il est constant que Chalbos n'a pas quitté les positions de la Châtaigneraye & de Fontenay, & que Beffroy & Mieskouski n'ont pas quitté celles de Saint-Fulgent & de Chantonnay. Chalbos étoit encore à la Châtaigneraye le 17 septembre. Philippeaux a fait imprimer une lettre de lui, datée de cet endroit le 17, & Philippeaux ne récusera pas son propre témoignage.

Un mal-entendu le détermina à se retirer sur Fon-

tenay le 18. Mais il eſt faux que Roſſignol en ait donné l'ordre. Auſſi Chalbos, après lui avoir expédié un courrier pour s'expliquer avec lui, reprit, le 20, ſa poſition à la Châtaigneraye, où il eſt reſté, quoi qu'en diſe Philippeaux, juſqu'au 4 octobre, qu'il reçut l'ordre de marcher ſur Breſſuire & ſur Châtillon.

Quant aux diviſions de Mieskouski & de Beffroy, la première étoit encore à Saint-Fulgent le 22, puiſqu'elle y a été battue le 23, & la deuxième ne s'eſt repliée qu'après cet échec.

Il eſt donc faux que, le 15, l'armée de Canclaux fût à la hauteur indiquée par le plan de campagne; il eſt également faux que les trois diviſions de Chalbos, de Mieskouski & de Beffroy aient eu ordre de retourner dans leurs cantonnemens, puiſque le premier étoit encore à la Châtaigneraye le 17, le ſecond à Saint-Fulgent le 22, & le troiſième à Chantonnay le 23.

NEUVIÈME CHEF.

Que cet ordre, parvenu au général Chalbos le 17, occaſionna la déroute de Montaigu & de Saint-Fulgent, où Mieskousky & Beyſſer furent complétement battus; que l'armée de Mayence elle-même faillit être taillée en pièces, quand elle ſe trouva ſeule & ſans appui au cœur de la Vendée.

Réponse.

J'ai prouvé que l'ordre de rétrograder n'avoit point été donné, & qu'il n'avoit été fait aucun mouvement rétrograde; il n'eſt donc pas vrai que ce mouvement ait occaſionné la déroute de Montaigu & de St.-Fulgent, puiſqu'il n'a pas eu lieu. Il eſt au contraire

contraire prouvé que c'eſt la déroute du 19 à Torfou qui a occaſionné celle du 21 à Montaigu, & que celle de Montaigu a occaſionné celle du 23 à St.-Fulgent, & qu'enfin la déroute de St.-Fulgent a forcé la diviſion de Beffroi de ſe retirer.

Les diviſions de Mieskouski & Beffroi ne ſe ſont donc retirées qu'après la diviſion de Montaigu, & même après l'armée de Mayence, puiſque ſon avant-garde ſe replia le 19 de Torfou ſur Cliſſon; & comme j'ai prouvé que Chalbos n'avoit pas quitté les poſitions de la Châtaigneraye & de Fontenay, j'ai prouvé mathématiquement que Philippeaux n'avoit pas dit la vérité.

DIXIÈME CHEF.

Que Chalbos ayant retiré ſes trois colonnes le 18, 90,000 patriotes, tant à Coron qu'en avant du Pont-de-Cé, furent accablés, le même jour & le lendemain, par 3,000 brigands, d'après une diſpoſition militaire qui n'a pas d'exemple; que l'armée de Saumur fut rangée ſur une ſeule colonne de 8 hommes de front, préſentant ſix lieues de flanc; que l'artillerie formidable de cette colonne fut placée à ſa tête, dans les gorges de Coron, pendant que l'ennemi occupoit les hauteurs dont, malgré le conſeil des guides, on ne voulut pas s'emparer; que les brigands ſe lancèrent ſans obſtacle ſur cette tête de colonne, ſe ſaiſirent de nos bouches à feu, foudroyèrent nos malheureux défenſeurs de bordées de mitraille, avec leur artillerie même, & en firent un carnage horrible.

Réponse.

J'ai prouvé dans les deux articles précédens que

les colonnes de Chalbos n'avoient point fait de mouvement rétrograde. Mais comment Philippeaux, qui prétend que cette retraite eut lieu le 18, peut-il en conclure, en supposant même qu'elle eût été opérée, qu'elle eût pu avoir quelque influence sur l'affaire de Coron, qui eut lieu le 18 au matin, à plus de 30 & 40 lieues des différentes divisions de Chalbos.

Il est faux que l'armée fût composée de 90,000 hommes; les brigands n'avoient surement pas d'intérêt à diminuer leurs succès, & dans leur bulletin du 20 septembre, imprimé à Châtillon, ils annoncent, page 2, n° 10, *que l'armée commandée par Santerre étoit composée d'environ* 8,000 *bleus &* 20,000 *paysans de réquisition.*

L'armée des brigands étoit forte de 20,000 hommes, elle avoit reçu la veille, à Cholet, un renfort de 4,000 hommes; il n'est donc pas vrai que 90,000 patriotes aient été battus par 3,000 brigands.

Il est également faux que l'armée ait été rangée sur une seule colonne de huit hommes de front, présentant six lieues de flanc. Nous étions arrivés le 17 à Vihiers, sur deux colonnes, & chacune d'elles avoit livré un combat à l'ennemi, la première à Gonnord, & la deuxième en arrivant à Vihiers. Nous passâmes la nuit au bivouac, en avant de Vihiers, aux environs du château du Coudray-Monbault. Nos avant-postes furent placés à un quart de lieue de Coron, à une hauteur appelée la Grille des hommes. C'est là que l'avant-garde prit position le 18 au matin pour attaquer Coron; elle marcha, non sur huit hommes de front, mais en colonne sur trois de hauteur; & loin d'occuper six lieues de terrein, comme Philippeaux l'a effrontement assuré, elle n'a

pas même fait une demi-lieue de chemin. Le corps d'armée ne s'eſt ébranlé que pour ſe mettre en bataille ſur la hauteur de la Grille; lorſque l'avant-garde eſt entrée dans Coron, elle n'a pas quitté cette poſition pendant le combat : elle n'a donc pas préſenté ſix lieues de flanc; car du château du Coudray-Monbault à la Grille, il n'y a pas une demi-lieue.

Après avoir chaſſé les brigands de Coron, quelques bataillons ſe portèrent en avant ſur la hauteur qui eſt au-delà du village; l'ennemi s'étoit rangé en bataille ſur la hauteur du bois de la Roche, ſur la route de Vezins. Nos tirailleurs ſe déployèrent à droite & à gauche : on fit demander de l'artillerie légère à Santerre, qui étoit reſté ſur la hauteur de la Grille avec le corps d'armée. L'ordre fut mal exécuté, & l'artillerie toute entière s'achemina vers Coron, non dans des gorges, mais dans une grande route, large de près de 80 pieds. Une partie de l'artillerie étoit déja entrée dans Coron, lorſque Santerre, qui s'en apperçut, donna ordre de la retirer. Pendant ce temps, les tirailleurs ennemis avoient repouſſé les nôtres, & les bataillons qui s'étoient déployés en avant de Coron avec une pièce d'artillerie légère & deux obuſiers, commençoient à plier. Santerre, qui s'étoit porté à Coron de ſa perſonne pour juger les mouvemens de l'ennemi, donna l'ordre de ſe replier ſur le corps d'armée, qui, comme je l'ai dit, n'avoit pas quitté les hauteurs de la Grille, où l'ennemi ne pouvoit nous attaquer avec avantage.

La retraite ſe fit avec un peu de déſordre, & l'ennemi s'empara de quelques pièces de 4 dont les avant-trains s'étoient briſés en tournant dans les rues de Coron, d'une pièce de 12 & de deux obuſiers

qui avoient été portés en avant; mais il eſt faux qu'il en ait fait uſage contre nous. Il ne nous avoit pris d'ailleurs aucun caiſſon, & l'aſſertion de Philippeaux sera démentie par tous ceux qui dans cetre affaire ont vu de près le feu de l'ennemi.

Le corps d'armée compoſé d'hommes qui ne connoiſſoient point la guerre, crut la déroute complète en voyant l'avant-garde ſe replier, & chacun chercha ſon ſalut dans la fuite. On fit de vains efforts pour rallier les fuyards, ils ne s'arrêtèrent qu'aux hauteurs de Concourſon, en avant de Doué. Il eſt péri dans cette affaire peu d'hommes par le feu de l'ennemi, mais la frayeur & la fatigue en ont fait ſuccomber beaucoup.

J'étois préſent à cette affaire avec mon collègue Bourbotte; nous entrâmes des premiers dans Coron, le ſabre à la main, & le général Ronſin étoit avec nous. Nous en ſommes ſortis des derniers, il étoit encore avec nous; & arrivés à la hauteur de la Grille, nous l'avons trouvé, un drapeau à la main, eſſayant de rallier les fuyards; pendant ce temps l'ennemi nous canonnoit à mitraille.

Il n'eſt donc pas vrai (comme l'a fait imprimer Philippeaux) que Ronſin fût caché dans une étable comme un lâche coquin. Comment Philippeaux, qui étoit alors à Nantes, s'eſt-il perſuadé qu'on accorderoit quelque croyance à ſon roman?

L'affaire du lendemain 19 fut plus malheureuſe du côté de Beaulieu, & la diviſion de Duhoux y fut complétement battue; mais on ne peut en accuſer ni Ronſin, ni Roſſignol; le premier n'étoit point à cette ſeconde affaire, & le ſecond n'a pu commander ni l'une, ni l'autre, puiſqu'il étoit alors malade à Saumur.

ONZIÈME CHEF.

Qu'un décret ayant ordonné l'extraction des grains sur les derrières de l'armée, à mesure qu'on pénétreroit dans le pays ennemi, Ronsin & Rossignol congédierent les commissaires chargés de cette opération précieuse, firent incendier des monceaux immenses de grains, & abandonnèrent aux brigands la récolte des plaines de Doué, Thouars, Loudun & l'île Saint-Aubin, si abondante cette année, qu'elle eût suffi pour alimenter, pendant un an, toute l'armée de l'Ouest.

Réponse.

Le département de Maine & Loire avoit nommé des commissaires, non pour l'enlèvement des grains, comme le dit Philippeaux, mais pour faire des représentations sur le décret qui portoit que les repaires des brigands seroient brûlés. Ces commissaires étoient nombreux & choisis parmi les riches propriétaires du pays; ils se présentèrent à Saumur pour demander que les maisons des patriotes ne fussent pas incendiées. Nous étions alors à Poitiers, Richard & moi, par ordre de la Convention nationale, pour y rechercher les auteurs d'un complot contre l'unité de la République. Bourbotte les reçut seul, & leur représenta que le décret qui ordonnoit que les repaires des brigands seroient brûlés, ne portoit point d'exception; que d'ailleurs les maisons des patriotes étoient devenues elles-mêmes le repaire des brigands, & qu'elles seroient également détruites, puisque l'intérêt public le commandoit. Qu'au surplus, la nation, toujours juste, avoit promis des indemnités aux pa-

triotes qui auroient essuyé des pertes dans cette malheureuse guerre.

C'est ainsi que Bourbotte les congédia; & si nous eussions été à Saumur, notre avis eût été conforme à celui de notre collègue; nous y arrivâmes le lendemain, & nous applaudîmes à sa fermeté. Ces commissaires n'ont donc pas été congédiés par Rossignol & Ronsin.

Il est également faux qu'il ait été incendié des monceaux immenses de grains. Il se peut que des malveillans, qui étoient en grand nombre dans nos armées, puisqu'on y a reconnu des émigrés, & qui se repandoient dans les campagnes pour piller, aient incendié quelques métairies où il se trouvoit du grain qu'on n'avoit pas eu le temps de porter sur les derrières; mais les représentans du peuple & les généraux ont fait tout ce qu'ils ont pu pour en empêcher & pour remplir à cet égard le vœu de la Convention, autant que la rapidité de nos marches a pu le permettre.

Quant aux plaines de Doué, de Thouars, de Loudun & l'isle St.-Aubin, dont les récoltes, selon Philippeaux, ont été abandonnées aux brigands, il est bon de remarquer que nos armées ont presque toujours été stationnées à Thouars & à Doué, & tout le monde sait que les plaines sont en arrière des positions que nous occupions. Il seroit même facile de prouver par les comptes du citoyen Mari, inspecteur des vivres, que la division de Thouars a été constamment approvisionnée par les prises faites sur l'ennemi. Celle de Doué a été long-temps alimentée de la même manière.

Enfin Philippeaux n'a pas même consulté sa géographie, quand il abandonne aux brigands l'isle St.-Aubin & le district de Loudun. Je lui conseille d'ou-

vrir la carte du pays, & il y verra que l'iſle St.-Aubin, où l'on ne récolte que du foin, eſt au-delà de la Loire, & même de la Mayenne & de la Sarthe, & bien certainement les brigands n'y ſont jamais entrés. Il y verra auſſi que le diſtrict de Loudun eſt en arrière de Thouars, & j'atteſte qu'il n'eſt jamais entré dans la ville de Loudun qu'un ſeul détachement de 50 à 60 brigands, commandés par Beauvolliers, qui s'y porta quelques jours après la priſe de Saumur, non pour chercher les grains qui n'étoient pas encore récoltés, mais bien pour enlever ſa femme & la caiſſe du diſtrict.

DOUZIÈME CHEF.

Que quand la ſociété populaire de Saumur voulut dénoncer tous ces faits à celle des Jacobins, les ſatellites du miniſtre vinrent l'opprimer juſqu'au lieu de ſes ſéances, par des cris de fureur & des geſtes menaçans.

Réponse.

Ce ne ſont point les ſatellites du miniſtre qui élevèrent la voix dans la ſociété populaire de Saumur lorſqu'on y dénonça ces faits, ce furent trois repréſentans du peuple qui, indignés de voir des intrigans & des *étrangers* calomnier avec autant d'impudence, obſervèrent à la ſociété qu'on la trompoit. L'un d'eux interpella les militaires, qui toient préſens à la ſéance, de déclarer s'il n'avoit pas dit la vérité, & de toutes les parties de la ſalle il s'éleva des voix pour confirmer ce qu'il avoit avancé. Des députés, appelés des ſociétés environnantes, furent témoins de cette ſcène, & en furent tellement

indignés que quelques jours après ils vinrent demander aux représentans du peuple la dissolution de la société de Saumur.

Cependant l'intrigue triompha le lendemain, & la preuve que la société ne fut point opprimée, c'est que cette dénonciation fut imprimée; & c'est là sans doute où Philippeaux a puisé toutes les absurdités qu'il a débitées.

TREIZIÈME CHEF.

Que l'armée de Nantes ayant reçu de Saumur, les 24 & 27 septembre, l'invitation de regagner son ancienne position, avec promesse de la faire soutenir par les colonnes du Sud-Ouest que commandoit Chalbos, ses généraux s'empressèrent de déférer à cette proposition; qu'elle fut maîtresse, en peu de jours, des clefs de Mortagne, & joignit le corps de Beffroi, l'un des lieutenans de Chalbos; qu'alors un nouvel ordre de Saumur, du 2 octobre, changea la marche des colonnes du Sud-Ouest, pour laisser l'armée de Mayence seule aux prises avec l'ennemi; qu'elle fut investie par toutes les forces Vendéennes, dont elle défit complétement la principale armée, le 6 octobre, à Saint-Symphorien; que cette victoire ouvroit toutes les routes de Mortagne & Chollet; mais qu'au moment où on s'ébranloit pour cette expédition décisive, elle fut paralysée par la destitution des généraux victorieux, dont un gémit dans les fers.

Réponse.

Je ne répondrai à cet article qu'en copiant ici l'arrêté du conseil de guerre de Saumur, du 2 octobre.

» Le général Châlbos partira de la Chataigneraye le 4 octobre, & se rendra à Bressuire le 7. Le corps commandé par le général Lecomte se réunira à Chalbos.

» La division de Doué partira le 4 pour faire sa jonction avec celle de Thouars. Ces deux divisions réunies partiront de Thouars le 5 pour se joindre à Bressuire, le 7, à la division de Chalbos.

» Le général Beffroy restera avec les troupes qu'il commande pour la défense de Luçon, & le général Mieskouski pour la défense des Sables.

» Les généraux se concerteront à Bressuire pour la marche qu'ils tiendront pour l'attaque de Châtillon, & instruiront le général en chef des mesures qu'ils auront prises.

» Il sera envoyé copie du présent arrêté au général Canclaux. »

Comment peut-on dire après cela que la marche des colonnes du Sud-Ouest a été changée, puisque Beffroy & Mieskouski ont reçu ordre de conserver la position qu'ils occupoient?

Comment ose-t-on assurer que l'armée de Mayence fut laissée seule aux prises avec l'ennemi, tandis que les divisions de la Châtaigneraye, de Thouars & de Doué pénétroient le 4 octobre dans le pays ennemi, & qu'elles étoient à Bressuire le 7 au matin?

Enfin, comment a-t-on osé avancer que la victoire du 6 octobre, à Saint-Symphorien, a ouvert les portes de Mortagne & de Cholet, tandis que pour entrer seulement dans Châtillon il nous a fallu livrer deux batailles, l'une le 9, & l'autre le 11 octobre, & que ce n'est que le 14 & le 16 que les armées réunies sont parvenues à s'emparer de ces deux villes, après quatre combats sanglans.

Nous n'abandonnions pas l'armée de Mayence, lorſque le 9 nous battions l'ennemi au moulin du Bois aux Chèvres, & que notre diviſion s'emparoit de Châtillon, l'un des principaux repaires des brigands.

Nous n'abandonnions pas l'armée de Mayence, lorſque le 11 nous battions de nouveau les brigands qui étoient venus nous attaquer à Châtillon.

Nous n'abandonnions pas l'armée de Mayence, lorſque le 14 la diviſion de Luçon entroit avec elle à Mortagne, après avoir chaſſé des Herbiers un corps de 3000 brigands.

Nous n'abandonnions pas l'armée de Mayence, lorſque le 15 la diviſion de Luçon ſoutenoit ſeule le feu de l'armée des brigands à Saint-Criſtophe, où elle eût été taillée en pièces, ſi le général Beaupui ne fût venu à ſon ſecours avec l'avant-garde de Mayence.

Enfin nous n'abandonnions pas l'armée de Mayence, quand le 16 les diviſions de Luçon, de la Châtaigneraye, de Thouars & de Doué, commandées par Chalbos, entroient avec elle dans Chollet.

Et Philippeaux a oſé dire dans un de ſes écrits, que l'ordre du 2 octobre étoit une trahiſon? Mais Philippeaux a jugé de Nantes toutes les opérations de la guerre, comme il a pris les ponts de Cé, en dînant à Angers chez le général Duhoux.

QUATORZIÈME CHEF.

Que la première opération du nouveau général de l'armée de l'Oueſt fut de laiſſer prendre aux brigands l'île de Noirmoutier, Machecoul & l'île Boin, de faire évacuer Montaigu, brûler 8 milliers de poudre qui s'y trouvoient, un magaſin de riz, douze mille

rations de pain & pour un million d'effets de campement.

Réponse.

Philippeaux reſſuſcite ici les morts pour les calomnier. Tout le monde ſait que les premiers pas de Léchelle dans la Vendée furent marqués par des victoires; & quoiqu'on ait dit qu'il n'avoit fait qu'exécuter les plans de Canclaux & Dubayet, il n'en eſt pas moins vrai que les plans de ces généraux, pour l'exécution deſquels ils n'ont jamais mis l'activité néceſſaire, ont été puiſſamment ſecondés par la marche des diviſions de Saumur & de la Châtaigneraye ſur Châtillon & ſur Chollet, & par la marche de la diviſion de Luçon ſur les Herbiers, ſur Chollet & ſur Mortagne.

Léchelle arriva le 6 octobre à Saumur, où il trouva deux membres du comité de ſalut public. Il y prit avec eux communication de l'arrêté du conſeil de guerre du 2 octobre, & il donna, à l'inſtant même, des ordres pour ſon exécution. Il partit le 7, avec nos deux collègues, pour ſe rendre à Nantes, afin de diriger les mouvemens des armées de Breſt & de Mayence, & mettre de l'enſemble dans les opérations; ce qu'on n'avoit jamais pu obtenir ſous le règne de Canclaux. L'événement a mis à même de juger ſi cette opération a concouru puiſſamment à l'anéantiſſement des brigands.

Léchelle écrivoit au miniſtre de la guerre, le 11 octobre, de Montaigu : « Qu'il comptoit ſur le plan » arrêté le 2 octobre, à Saumur, & que la grande » attaque, qui devoit être une ſuite de ces mouve- » mens combinés, pourroit s'effectuer le 14 ou le 15». Ce n'eſt donc pas Canclaux qui a conçu ce plan, puiſqu'il n'étoit pas au conſeil de guerre du 2 octobre, à Saumur.

Quant à la prise de Noirmoutier, Machecoul & l'île Bouin, elle est due à l'imprudence de Canclaux qui, en s'avançant dans le pays, n'avoit pas assuré ses derrières. Je suis en état de représenter des lettres de Canclaux & de nos collègues, qui portent que l'armée a pris avec elle pour douze jours de vivres, parce qu'il est possible que ses communications avec Nantes soient coupées.

Pour le surplus, je défie Philippeaux de prouver qu'il ait été brûlé à Montaigu huit milliers de poudre, douze mille rations de pain & pour un million d'effets de campement. Il a été mal instruit de ce fait, & j'ai la certitude que tous les effets de campement, qu'on avoit d'abord cru perdus, se sont retrouvés, & sur ce fait, je m'en rapporte au témoignage de notre collègue Gillet.

QUINZIÈME CHEF.

Qu'après l'expédition heureuse de Mortagne & Chollet, due toute entière à la bravoure de nos soldats, l'état-major laissa passer la Loire aux brigands qu'on pouvoit noyer dans ce fleuve; qu'outre le temps qu'ils employèrent à effectuer ce passage, ils restèrent trois jours disséminés çà & là dans le plus grand désordre, mourant de faim & sans savoir quelle route tenir; qu'on leur laissa le temps de se rallier & de digérer un système militaire.

Réponse.

Je pose en principe que Philippeaux n'est pas en état de dire quel jour & dans quel endroit les brigands ont passé la Loire. Il ne suffit pas d'avancer que l'état-major laissa passer la Loire aux brigands, qu'on pouvoit noyer dans le fleuve; il eût fallu dire: les bri-

gands ont passé la Loire tel jour & à tel endroit; l'armée étoit à telle hauteur; elle pouvoit s'opposer à la marche de l'ennemi, & elle n'a fait aucun mouvement pour l'arrêter.

Mais le prudent Philippeaux, qui n'a jamais quitté Nantes, ne pouvoit pas suivre les mouvemens de l'armée. Aussi a-t-il dénaturé tous les faits, parce qu'il n'a été le témoin d'aucun.

Il me suffira, pour répondre à cette accusation, de rappeler que l'armée n'entra à Chollet que le 16 octobre, qu'elle y fut attaquée le 17 après midi, & qu'après un combat sanglant, elle repoussa l'ennemi jusqu'à Beaupreau, où l'avant-garde entra dans la nuit, par surprise. Le corps d'armée, excédé de fatigues, se rendit à Beaupreau le 18. Dans la nuit du 18 au 19, un parti de cavalerie se porta sur Saint-Florent, d'après l'avis qu'on reçut à minuit qu'une colonne de brigands passoit la Loire devant Varades. Le 19, l'avant-garde de Mayence marcha à Saint-Florent où elle fut canonnée toute la journée par les brigands qui avoient établi une batterie à la Meilleraye pour empêcher le passage de la Loire. Le 20, elle fut soutenue par la division de Luçon.

Pendant ce temps, il se tenoit à Beaupreau, le 19, un conseil de guerre, dans lequel il fut arrêté que l'avant garde continueroit de harceler l'ennemi, soit en passant la Loire à Saint-Florent, soit en se portant sur Angers par la rive gauche de la Loire, dans le cas où cette ville seroit menacée, & que le corps d'armée se porteroit directement sur Nantes, qui se trouvoit alors sans défense, & qui pouvoit tomber au pouvoir des brigands, s'ils eussent porté leurs pas de ce côté. Léchelle étoit d'avis de continuer de poursuivre l'ennemi avec l'armée toute entière; mais on lui observa que le passage de la

Loire préſenteroit des difficultés & des lenteurs, & que pendant ce temps les villes de Nantes & d'Angers pourroient tomber au pouvoir des brigands. Il céda à l'avis de la majorité; en conſéquence, le corps d'armée ſe mit, le 19, en marche ſur Nantes, où il arriva le 20, pour en repartir, le 21, ſur deux colonnes, dont l'une fut dirigée ſur Rennes, & la ſeconde, aux ordres de Lechelle, ſur Ancenis.

J'ai dit que l'avant-garde étoit arrivée à Saint-Florent le 19; elle y trouva pluſieurs pièces de canon que l'ennemi avoit été forcé d'abandonner. Dans la nuit du 19 au 20, des eſpions que j'avois envoyés à la découverte, vinrent me rapporter qu'une colonne des brigands, preſſée ſans doute par le corps d'armée qui avoit dirigé ſa marche ſur Nantes, paſſoit la Loire devant Ancenis. J'eus d'abord peine à croire à cet avis, parce que je ſavois que notre collègue Méaulle étoit dans cette ville avec une forte garniſon. Cependant j'en donnai avis au général Beaupui, qui à l'inſtant même envoya un parti de cavalerie. A la pointe du jour, notre collègue Merlin partit à la tête d'un ſecond détachement pour ſoutenir le premier, & le réſultat de cette opération fut la priſe de onze pièces de canon.

Il eſt donc faux que l'ennemi n'ait pas été inquiété dans ſon paſſage; il eſt donc faux que l'état-major ait laiſſé paſſer la Loire aux brigands: mais il eſt vrai qu'on eût pu les noyer dans ce fleuve, ſi les poſtes de l'armée de Breſt, qui occupoient Varades & Ancenis, euſſent oppoſé quelque réſiſtance. C'eſt à notre collègue Méaulle, qui étoit dans cette diviſion, à répondre à Philippeaux, & je ſuis ſûr qu'il ne ſera pas embarraſſé. Pour moi, je ne parle que de ce que je connois.

Il eſt faux auſſi que les brigands aient erré çà &

là pendant trois jours après leur passage. Ils ont passé la Loire le 18 à Varades, & le 19 à Ancenis; & sans s'arrêter, ils ont pris les routes de Châteaubriant & d'Ingrandes. Le 19, ils avoient déjà des postes avancés jusqu'aux environs de St-Georges, à quatre lieues d'Angers : & pendant que le général Olagnier, qui s'étoit porté en avant d'Angers avec la garnison de cette ville, les arrêtoit dans leur marche, nous nous portions, le 20, avec l'avant-garde de Mayence, sur le pont de Cé par la rive gauche de la Loire; & par une marche forcée, nous arrivâmes dans le jour avec la cavalerie à Angers, où nous apprîmes que les brigands se portoient sur Segré & Château-Gontier. Nous fîmes arrêter l'infanterie aux ponts de Cé, parce qu'elle étoit excédée de fatigues, & que, pour la conduire de St-Florent à Angers dans un jour, on avoit plutôt consulté son courage que ses forces. Le 21, elle arriva dans cette ville. Le 22, elle en partit pour se mettre à la poursuite de l'ennemi; & le 23, elle entra dans Château-Gontier que les brigands avoient évacué à notre approche. Le 24, nous fûmes joints par la brigade de Westermann, & sans prendre de repos, nous marchâmes le même jour sur Laval, où l'ennemi nous attendoit.

Il n'est donc pas vrai que l'ennemi ait passé la Loire sans être inquiété, puisque nous lui avons enlevé onze pièces de canon devant Ancenis & plusieurs autres devant Varades. Il n'est donc pas vrai qu'il ait erré çà & là pendant trois jours après son passage, puisque le 19 il marchoit sur Angers. Enfin, il n'est donc pas vrai qu'on lui laissa le temps de se rallier, puisque le 20 l'avant-garde arrivoit à Angers, & qu'elle l'a constamment harcelé sans lui donner un seul jour de repos.

SEIZIÈME CHEF.

16°. Qu'enſuite on permit aux brigands de prendre Craon, Château-Gontier & Laval, où mille atrocités furent commiſes; que quatre mille hommes ſeulement, envoyés à la pourſuite de l'ennemi, furent enveloppés & taillés en pièces; que le lendemain, pour réparer ce déſaſtre, Chambertin qui commandoit 800 hommes à Châteaubriant, eut ordre d'aller avec cette force minime attaquer l'armée victorieuſe.

Réponse.

Il eût été difficile d'empêcher les brigands de s'emparer des villes de Château-Gontier & Laval, puiſqu'elles étoient ſans défenſe. Quant à la ville de Craon, ils n'y ſont pas entrés à cette époque. Tout ce qu'on pouvoit faire étoit de les pourſuivre ſans leur donner de relâche, & je penſe l'avoir ſuffiſamment prouvé dans l'article précédent.

J'ai dit que le corps d'armée étoit parti de Nantes le 21, ſur deux colonnes; la première, commandée par Weſtermann, nous joignit à Château-Gontier, le 24; le reſte de l'armée n'y arriva que le lendemain. De faux rapports nous annonçoient que les brigands évacuoient Laval. Weſtermann, qui ſe trouvoit le plus ancien général de brigade, donne l'ordre, à midi, de marcher ſur cette ville; nous y arrivons à la nuit. L'ennemi nous attendoit, & engagea le premier le combat qui fut très-opiniâtre de part & d'autre; & dura près de trois heures; mais il eſt faux que notre avant-garde ait été enveloppée & taillée en pièces. Elle a fait une retraite honorable & en bon ordre, & n'a perdu ni canons ni caiſſons: elle a pris une poſition à une lieue en arrière du champ de bataille,

&

& elle y a bivouaqué. Elle n'a donc pas été enveloppée; elle n'a donc pas été taillée en pièces.

Le lendemain, 25, le corps d'armée eſt venu la relever & occuper la poſition où elle avoit paſſé la nuit. Le 26, l'armée toute entière a marché de nouveau ſur Laval, & elle y fut battue. Ce fut avant ce dernier combat que l'adjudant-général Chambertin reçut l'ordre de marcher ſur Laval, non pour attaquer, avec 800 hommes, une armée qui n'étoit point encore victorieuſe, mais pour opérer ſa jonction avec l'armée qui devoit attaquer Laval, & couper la retraite à l'ennemi.

C'eſt ainſi que, confondant toutes les époques, Philippeaux eſt parvenu à dénaturer tous les faits.

DIX-SEPTIÈME CHEF.

Qu'après le paſſage de la Loire, un nouveau commandant de la place de Nantes, nommé Boivin, envoyé par les bureaux de la guerre, laiſſa toutes les avenues de cette ville dégarnies & ſans défenſe, malgré l'ordre qu'il en avoit reçu; qu'il faiſoit partir en même temps un tréſor de ſix millions & ſoixante chevaux ſuperbes ſous l'eſcorte de vingt-cinq chaſſeurs à cheval, ſur une route dont l'armée ennemie étoit maîtreſſe.

Réponſe.

Je pourrois me diſpenſer de répondre à cet article, puiſqu'il a été démenti par un officier de l'armée, dans un placard affiché ſur tous les murs de Paris, & ſigné *Jallavert;* mais je dois déclarer ici que le citoyen Boivin, que Philippeaux préſente comme un traître, eſt connu dans l'armée pour un excellent patriote & un officier ſage & intelligent. Il n'a point

été envoyé par les bureaux de la guerre, mais choisi par les représentans du peuple pour appaiser les troubles de la Mayenne & de la Sarthe, à la fin de septembre; & c'est pour reconnoître les services qu'il a rendus, qu'il a été nommé par eux adjudant-général provisoire.

Quant aux prétendus dangers qu'a courus la ville de Nantes, & le trésor que Boivin livroit à l'ennemi, je demanderai à Philippeaux de nous indiquer quelle étoit la route dont les brigands étoient maîtres à cette époque: & je lui prouverai, quand il le voudra, que leur armée n'a pas approché de Nantes, puisqu'en évacuant Ancenis & Varades, ils ont pris les routes de Châteaubriant & d'Ingrande. Je m'en rapporte, sur ces faits, au témoignage de nos collègues Gillet & Ruelle, qui étoient alors à Nantes, & qui sont bien éloignés de partager l'injustice de Philippeaux sur le compte du citoyen Boivin.

DIX-HUITIÈME CHEF.

Qu'un autre général nommé Olagnier, recommandé par les bureaux de la guerre comme le plus brave militaire de l'Europe, s'étant porté à Craon, avec 5000 hommes, pour appuyer l'armée de l'Ouest, évacua ce poste avant même d'avoir vu l'ennemi; que retiré à Châteaubriant dont la position étoit inaccessible & les habitans déterminés à vaincre, il abandonna aussi cette place à la merci des brigands, lorsqu'ils en étoient à dix lieues.

Réponse.

J'ignore si le général Olagnier a été recommandé par les bureaux de la guerre, comme le plus brave militaire de l'Europe; je ne connois ni ses talens ni son courage; mais ce que je sais, c'est qu'il étoit

impoſſible, après la déroute de Laval, de tenir le poſte de Craon avec 5,000 hommes, & qu'on ſeroit mal fondé à lui faire un crime de l'avoir évacué, puiſque l'armée toute entière ſe replia ſur Angers & ne conſerva pas la poſition du Lion d'Angers, quoiqu'elle eût une rivière en avant d'elle.

DIX-NEUVIÈME CHEF.

Qu'au moment de cette défection, Roſſignol déſarmoit les habitans de la Guerche, commune la plus patriote d'Ille-&-Villaine, qui deux fois s'étoit levée en maſſe pour venir au ſecours de Nantes où elle étoit encore huit jours auparavant.

Réponse.

A cette époque, loin de déſarmer les habitans de la Guerche, Roſſignol marchoit au contraire de Rennes à la Guerche, pour rallier les débris de l'armée d'Olagnier & défendre ce poſte, qui eût ouvert aux brigands la route de Rennes. Il y arriva le 10 brumaire (31 octobre); il y ſéjourna le 11, & il ne quitta cette ville que lorſqu'il eut la certitude que l'ennemi ſe portoit ſur Vitré ou ſur Mayenne. Il eſt faux que les habitans de la Guerche aient été déſarmés; & j'invoquerai, ſur ce fait, le témoignage de mon collègue Pocholle, qui n'a pas quitté Roſſignol dans cette opération, & qui eût été le premier à le dénoncer, s'il eût déſarmé des patriotes.

VINGTIÈME CHEF.

Que de la Guerche il ſe rendit à Vitré, forteresſe inexpugnable qu'il fit déſarmer en ordon-

nant à la garnison de se replier sur Rennes, que la garde nationale ayant reçu le même ordre fit des réclamations aussi pressantes que vaines, pour obtenir qu'on lui permît de se défendre seule contre les brigands.

Réponse.

Rossignol passa à Vitré les journées du 12 & du 13 brumaire, qu'il employa à passer en revue les gardes nationales des environs qui s'y étoient rassemblées; il congédia quelques paysans qui étoient sans armes & qui ne pouvoient que mettre du désordre dans les rangs. C'est-là sans doute ce que Philippeaux appelle un désarmement. Il repartit le 13, pour se rendre à Rennes avec notre collègue Pocholle, & loin d'abandonner la forteresse de Vitré, qui est cependant bien loin d'être inexpugnable, il y laissa les troupes qui s'y trouvoient.

Il quitta cette ville sans prévoir qu'on l'évacueroit. On apprit, dans la nuit du 13 au 14, la prise de Fougères, & un conseil de guerre qui se tint à Vitré, dans la nuit, & auquel Rossignol n'assista pas, puisqu'il étoit à Rennes, décida que la garnison de Vitré se replieroit sur cette ville.

Il étoit d'un grand intérêt de défendre la ville de Rennes, & ce fut par cette raison qu'on abandonna celle de Vitré, qui étoit bien moins importante. La prise de Rennes étoit alors si possible, que l'ennemi s'avança jusqu'à Saint-Jean-du-Cormier & qu'il ne se retira qu'avec la certitude que Rennes seroit bien défendu par la garnison de Vitré.

Rossignol n'a donc point abandonné la ville de Vitré, puisque la garnison ne l'a évacuée que par l'arrêté d'un conseil de guerre auquel il n'assista pas. Il n'a donc point ordonné son désarmement.

VINGT-UNIÈME CHEF.

Que le dix-neuvième bataillon d'infanterie légère, distingué par son intrépide bravoure, fut distrait de la garnison de Fougères & envoyé seul à Erné, pour reprendre ce poste qu'occupoient 1500 rebelles; que sans raisonner son obéissance, il se battit en désespéré, fut réduit de 800 hommes à 200; & qu'une compagnie de canonniers de Paris, dite de la Réunion, fut massacrée toute entière.

Réponse.

J'ai passé près de neuf mois dans l'armée, & je n'ai pas rencontré un seul bataillon de ligne au complet de 800 hommes. Ils sont presque tous restés sur l'ancien pied. Ceux même qui ont été formés au commencement de juin à Orléans, des différens corps arrivés de l'armée du Nord, n'ont été portés qu'à cinq cents. Partant de là, les six cents hommes que Philippeaux suppose morts, pourroient se réduire à trois cents.

Mais si on s'en rapporte au comité de la guerre, il est prouvé par les états qui lui ont été fournis, que la plupart des bataillons de ligne sont réduits à deux cent cinquante hommes; ainsi les six cents hommes de Philippeaux pourroient se réduire à cinquante hommes, puisqu'il en laisse vivre deux cents; & si nous disputions bien, peut-être encore qu'on en pourroit rabattre.

Au surplus, ce fait ne peut regarder Rossignol, qui n'étoit point à Fougères & qui n'a ordonné aucun mouvement. Celui qui commandoit alors à Fougères, & qui a dirigé cette opération, ne sera sûrement pas soupçonné de trahison; c'est un brave

Sans-culotte du faubourg Saint-Antoine, choisi par les vainqueurs de la bastille, pour être un de leurs chefs dans la trente-cinquieme division de gendarmerie nationale, qui a donné tant de preuves de dévouement dans la Vendée : & certes les Vainqueurs de la Bastille se connoissent aussi bien que Philippeaux en courage & en patriotisme.

VINGT-DEUXIÈME CHEF.

Qu'après ce désastre, la garnison de Fougères, dirigée en sens inverse de tous les principes, fut taillée en pièces, & qu'alors les frontières maritimes furent ouvertes à l'ennemi.

Réponse.

Je ne sais pas si Philippeaux se connoît bien en principes ; mais tous les militaires diront que ce poste n'étoit pas tenable. Il suffit aussi de jeter les yeux sur la carte pour se convaincre que cet évènement n'a pas plus laissé à découvert nos frontières maritimes, que le combat du 6 octobre, à Saint-Symphorien, n'a ouvert les portes de Mortagne & de Chollet.

Cette affaire est sûrement très-malheureuse ; mais on a beaucoup exagéré notre perte, & on n'est pas de bonne foi quand on l'attribue à Rossignol qui ne pouvoit y envoyer de secours. Son armée étoit alors réduite à quelques bataillons & aux gardes nationales des environs. Tout l'espoir des habitans du pays se fondoit sur l'armée de Mayence, qui étoit retenue à Angers par le manque de souliers. Ce ne fut que le 25 que s'opéra la jonction de l'armée des Côtes de Brest avec celle de l'Ouest, & la prise de Fougères est du 13 au 14.

Quel eſt donc le ſyſtême de perfidie par lequel, en ne préſentant jamais les faits tels qu'ils ſont, on voudroit rendre un général reſponſable des évènemens qui lui ſont étrangers.

Roſſignol dans toute cette guerre n'a donné d'ordres que d'après l'avis des conſeils de guerre auxquels aſſiſtoient les repréſentans du peuple & les généraux. Sa conduite a toujours été celle d'un Sans-culotte & d'un ami de la Liberté; & malgré les éloges faſtidieux que Philippeaux a donnés ſans ceſſe à Tuncq, à Dubayet & à Canclaux, on ne croira pas, ſur ſon atteſtation, au patriotiſme d'hommes qui étoient, il n'y a qu'un an, les champions les plus ardens du royaliſme; & l'on ſe perſuadera plus difficilement encore que des Sans-culottes qui ſe ſont diſtingués à toutes les grandes époques par le dévouement le plus entier à la République, ſoient devenus tout-à-coup ſes plus ardens ennemis & les partiſans de la royauté qu'ils ont détruite.

Un fait remarquable, & que je ne dois pas omettre ici, c'eſt qu'au moment où la ville de Rennes fut menacée, un prêtre ſe préſenta à la ſociété populaire, y déclama fortement contre Roſſignol, & parvint à ſurprendre une adreſſe à la Convention en faveur de Canclaux & Dubayet. C'eſt ainſi qu'en faiſant perdre par tous les moyens poſſibles la confiance aux généraux, on préparoit de nouveaux ſuccès aux brigands.

VINGT-TROISIÈME CHEF.

Qu'au retour de Granville où les brigands furent repouſſés d'une manière ſi glorieuſe, il étoit facile de les enſevelir dans les marais de Dol; qu'une avant-garde ſeule de 3000 hommes leur fut

opposée, les battit deux fois de suite, mais succomba enfin sous l'avantage du nombre, faute d'être secourue par le gros de l'armée que Rossignol tenoit à sept lieues du champ de bataille; qu'ensuite cette armée elle-même fut mise en pleine déroute; qu'au nombre des victimes sacrifiées dans cette affreuse journée, étoient 900 Brestois, pères de famille, & tout le quatorzième régiment; que Rossignol s'enfuit à Rennes, dont il disposa l'évacuation, & que le Morbihan s'insurgea dès le lendemain.

Réponse.

Comme nous n'étions présens à l'affaire de Dol, ni Philippeaux ni moi, nous ne pouvons, ni l'un ni l'autre, exiger qu'on nous croie sur parole; il faut donc s'en rapporter aux militaires qui ont pu juger les généraux dans les différens combats qui s'y sont livrés.

Je copie ici littéralement le compte qui a été rendu au ministre de la guerre par l'adjudant-général Rouyer, envoyé par le conseil exécutif & par ordre du comité de salut public, pour surveiller les opérations.

ANTRAIN, premier frimaire.

» L'avant-garde, commandée par Marigny & Westermann, s'est trop pressée d'attaquer Dol; elle y » est entrée dans la nuit du 30 brumaire au premier » frimaire. Elle a d'abord battu les brigands qui, » revenus de leur première terreur, se sont ralliés » & l'ont battue à leur tour. La seconde colonne » n'a pu arriver assez tôt pour la soutenir. Cependant, arrivée à portée de l'ennemi, elle a fait » bonne contenance & a soutenu son feu. Ensuite » est arrivée la troisième colonne qui a également

» ſoutenu le feu juſqu'à extinction de munitions.
» On en eſt venu à l'arme blanche, & la victoire
» ſembloit ſe prononcer pour nous, lorſqu'un ou
» deux bataillons, en fuyant, ont entraîné une
» grande partie de l'armée. Les repréſentans du peu-
» ple & les généraux ont fait de vains efforts pour
» la rallier.

» L'armée a cependant repris ſa poſition à Antrain.
» Le ſoldat étoit excédé de fatigue & la nuit appro-
» choit. On n'a pas jugé à-propos d'attaquer de
» nouveau. Tout le monde ſe rapporte à dire que
» l'on a fait une ample déconfiture des brigands,
» dont la perte eſt plus conſidérable que la nôtre.

» Il y a, ce me ſemble, à examiner pourquoi,
» entraînés par leur ardeur ou par cet amour excluſif
» de la gloire, quelques généraux préviennent
» l'heure, le lieu & le mode du combat, tandis
» qu'une attaque ſimultanée peut ſeule aſſurer le
» ſuccès, &c. &c. . . . »

Signé, l'adjudant-général ROUYER.

Il n'eſt donc pas vrai qu'on n'ait oppoſé aux ennemis qu'une avant-garde de 3000 hommes. Il n'eſt donc pas vrai que Roſſignol tînt l'armée à ſept lieues du champ de bataille, puiſque toutes les diviſions de l'armée ſe ſont battues.

Le lendemain, l'ennemi ſortit de Dol pour ſe retrancher ſur les routes de Pontorſon & d'Antrain. Weſtermann reçut ordre de prendre une poſition en avant de Pontorſon & de s'y tenir ſur une défenſive active. Roſſignol fit ſortir l'armée qui étoit à Antrain & lui fit également prendre une poſition avantageuſe en avant de cette ville. A deux heures après midi rien n'annonçoit que l'ennemi dût attaquer ;

aucun mouvement de sa part ne le faisoit présumer, quand une vive cannonade annonça que Westermann étoit aux prises avec les brigands. Rossignol donne à l'instant l'ordre à un parti de troupes légères de sortir de la ligne & d'inquiéter l'ennemi. Les représentans du peuple & les généraux se portèrent en avant pour reconnoître les projets des brigands. Bientôt ils s'apperçurent qu'ils descendoient en grand nombre & se disposoient à attaquer. Le corps porté en avant, loin de s'opposer à leur marche, prit la fuite. L'armée placée avantageusement, arrêta l'ennemi pendant quelque temps; mais une terreur panique s'en empara & entraîna une déroute complète. L'ennemi a poursuivi jusqu'à Antrain & même au-delà. On a fait de vains efforts pour rallier l'armée; & pour ne la voir pas entièrement se débander, il a fallu la laisser filer sur Rennes.

Nos collègues Bourbotte & Prieur de la Marne, n'ont pas quitté Rossignol; & s'il eût trahi les intérêts de la République, ils n'eussent pas abandonné à Philippeaux, qui étoit alors à Paris, le soin de dénoncer une trahison dont ils auroient été les témoins; autrement il faut qu'il les accuse d'en avoir été les complices.

VINGT-QUATRIÈME CHEF.

Qu'à Angers, pendant deux jours que dura le siége, les lieutenans de Rossignol, cachés dans leurs maisons, s'occupèrent uniquement de préparer une fuite honteuse; que les soldats & gardes nationaux n'ayant pu être découragés par cette conduite, parvinrent seuls avec Menard & Beaupui, à repousser les brigands; qu'alors ils conjurèrent les officiers supérieurs de faire une sortie décisive

contre l'ennemi en déroute, & ne purent l'obtenir; que Roſſignol arriva ſix heures après la levée du ſiége, pendant lequel il s'étoit obſtiné de faire ſtationner l'armée à Châteaubriand, malgré les inſtances qu'elle lui faiſoit de la conduire à l'ennemi, & les conjurations qu'il recevoit à toutes les heures par des courriers extraordinaires.

Réponse.

Philippeaux a lu la relation du ſiége d'Angers, par le procureur-général-ſyndic du département de Maine & Loire, qui en a parlé en adminiſtrateur plutôt qu'en militaire, & qui, comme lui, a ſans doute tout vu de ſon cabinet. Pour moi qui n'écris pas légèrement ſur la foi des autres, j'ai été inſtruit par un adjudant-général qui a donné tous les ordres pendant le ſiége, qu'il n'y avoit alors dans cette ville qu'un ſeul lieutenant de Roſſignol (pour me ſervir des mêmes expreſſions.) Ce lieutenant étoit le général Danican qui s'étoit replié de Laval ſur Angers avec 4.000 hommes, auxquels on doit peut-être la conſervation de cette place; car le courage de ſes habitans n'eût pas ſans doute ſuffi à ſa défenſe.

Je ſais qu'on a accuſé ce général de s'être tenu, pendant l'attaque, dans ſa maiſon; mais de petites intrigues, adroitement dirigées pour le perdre, ont empêché de dire qu'il étoit tombé de cheval le premier jour du ſiége en viſitant les poſtes, & qu'il étoit dans l'impoſſibilité de marcher & de monter à cheval. Son adjudant-général s'eſt porté par-tout & a donné des ordres en ſon nom.

Je connois les ſervices que les citoyens Beaupui & Menard ont rendu dans cette affaire; mais je ſoutiens qu'il eſt impoſſible qu'ils aient demandé à faire

une sortie sans pouvoir l'obtenir ; car ils la pouvoient ordonner eux-mêmes, puisque le général en chef n'étoit pas arrivé. Beaupui est général de brigade, plus ancien que Danican, & Menard, commandant de place. Il est absurde de dire que les hommes qui pouvoient ordonner la sortie, n'ont pu obtenir la permission de la faire.

Il n'est pas vrai que l'armée ait stationné trois jours à Châteaubriant. C'étoit l'avant-garde seulement qui y étoit arrivée le 11, & elle en est partie le 13 au soir, pour arriver le 14 à Angers, après une marche forcée de 22 heures.

Au surplus, s'il y a des coupables dans cette affaire, ce ne peut être Rossignol qui n'y étoit pas, & qui pressoit à Rennes le départ du corps d'armée.

L'adjudant-général Rouyer écrivoit d'Angers, le 15 frimaire, au ministre de la guerre, que la stagnation de l'avant-garde à Châteaubriant devoit être attribuée à Sepher, & que ce général avoit été destitué pour ce fait. Notre collègue Jean-Bon Saint-André, vous a dit, dans son rapport, que ce général ne s'étoit mis en mouvement que forcé par des réquisitions.

C'est donc sans fondement que Philippeaux accuse les lieutenans de Rossignol & qu'il accuse ce général lui-même de s'être obstiné à faire stationner l'armée pendant trois jours à Châteaubriand.

VINGT-CINQUIÈME CHEF.

Que Rossignol survenu après l'action, ne voulut pas profiter de la déroute des brigands, pour les tailler en pièces ; qu'il les laissa tranquillement dévaster toutes les contrées environnantes ;

& n'envoya pas même à la Flèche, une colonne pour leur couper le passage.

Réponse.

Rossignol, en se portant sur Angers, où il arriva le 14, dans la nuit, avoit envoyé Marigny avec un parti de cavalerie, pour harceler l'ennemi sur ses derrières, & ce brave homme s'est fait tuer le lendemain du siége d'Angers, sur la route de la Flèche, aux environs de Durtal.

Le 15, Rossignol donna l'ordre à Westermann de se porter en avant avec la cavalerie, sur la route de la Flèche, dès la pointe du jour. Westermann, à la vérité, n'étoit pas parti à midi; mais il en avoit reçu l'ordre, & si quelqu'un est coupable, ce n'est pas le général en chef. Le lendemain, l'armée eut ordre de se former en trois colonnes, dont l'une, aux ordres du général Muller, a suivi Westermann, sur la route de la Flèche jusqu'à Suette. L'ennemi, qui avoit trouvé le pont de Durtal coupé, s'étoit porté sur Baugé, où cette colonne l'a suivi. Une seconde colonne a pris la route de la levée, pour protéger Saumur & Tours. Enfin, la troisieme a eu ordre de se porter sur la route de Beaufort, pour servir de corps intermédiaire & protéger la droite & la gauche, suivant le besoin.

Il n'est donc pas vrai qu'on n'ait pas voulu profiter de la déroute des brigands, puisque Westermann avoit ordre, dès le 15 au matin, de les poursuivre.

Il n'est donc pas vrai qu'on n'ait pas envoyé de colonne à la Flèche, puisque Westermann & Muller avoient ordre de le suivre sur cette route.

VINGT-SIXIÈME CHEF.

Que nos armées étoient toujours à huit ou dix lieues des forces ennemies qui pouvoient, à ce moyen, commettre avec succès toutes les horreurs; qu'elles ne furent jointes au Mans, que deux jours après leur arrivée en cette ville; que le moment où Rossignol cessa de commander nos armées fut le terme de nos désastres, & que la victoire décisive du Mans, n'est due qu'à une infraction d'ordres supérieurs.

J'offre pour preuve irrésistible de tous ces faits, 1.° la collection de pièces officielles que j'ai remises au comité de salut public, à mon retour de Nantes; 2°. le témoignage de tous les représentans du peuple, qui ont été commissaires nationaux dans les deux Vendées; 3.° le témoignage de tous les soldats des diverses colonnes de l'armée de l'Ouest, 4.° celui de tous les citoyens qui habitent les départemens qui ont été le théâtre de la guerre.

Mon accusation est précise & solemnelle, j'en demande le renvoi au comité de sûreté générale, pour vérifier attentivement les faits, & vous en faire un rapport.

Signé, PHILIPPEAUX.

Réponse.

Il n'est point étonnant qu'une armée en fuite & qui ne traîne point avec elle d'attirail de guerre, ait eu souvent huit & dix lieues d'avance sur l'armée qui la poursuivoit & qui étoit obligée de faire suivre ses vivres dans un pays que les brigands dévastoient en passant. Mais la preuve qu'il n'y a pas toujours

eu huit & dix lieues de distance entre les deux armées, c'est que le général Marigny s'est fait tuer à Suette, entre Durtal & Angers, où il a rencontré l'ennemi; c'est que Westermann & Muller l'ont atteint entre Baugé & la Flèche; c'est qu'il a été atteint de nouveau à la Flèche; c'est enfin qu'il a été complétement battu au Mans.

Je ne sais pas comment Philippeaux nous prouvera que le moment où Rossignol a cessé de commander nos armées, a été le terme de nos désastres; car, si je ne me trompe, il étoit encore, à la prise du Mans, le général en chef des armées réunies de l'Ouest & des Côtes de Brest: il l'étoit encore, lorsque les brigands ont été battus à Savenay: enfin, & au grand regret de Philippeaux, Rossignol étoit encore le général en chef de nos armées, lorsqu'ils ont été entièrement exterminés sur la rive droite de la Loire.

J'ignore ce que Philippeaux a voulu dire, lorsqu'il prétend que la prise du Mans n'est due qu'à une infraction d'ordres supérieurs. Quand on accuse, on ne doit pas parler en termes énigmatiques. Pour moi, qui ai promis en termes bien clairs, de prouver que Philippeaux étoit un fou ou un imposteur, je crois avoir rempli suffisamment cette pénible tâche, & j'abandonne maintenant à la Convention nationale le soin d'examiner si elle le décrétera d'accusation, comme un imposteur contre-révolutionnaire, ou si elle lui fera préparer un logement aux Petites-maisons.

Signé, PIERRE CHOUDIEU.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.